

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SEANCE EN DATE DU 2 FÉVRIER 2023

Présents : cf. liste annexe.

Secrétaire de séance : Laurence FINAND-GEORGES

Date de la convocation du Conseil de Communauté : 26 janvier 2023

Lieu de convocation du Conseil de Communauté : Salle multi-activités d'Arlanc.

Délibération n°5

PART INTERCOMMUNALE DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT

Vu l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme définissant les objectifs que doivent atteindre les collectivités en matière d'urbanisme ;

Vu l'article L. 331-1 du code de l'urbanisme qui permet aux communes ou communautés de communes d'instituer la taxe d'aménagement afin de contribuer à la réalisation des objectifs définis à l'article 101-2 du code de l'urbanisme ;

Vu l'article L. 331-2 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération 2022-10-23 du Conseil communautaire d'Ambert Livradois Forez adoptée le 1^{er} décembre 2022 en vertu de la modification de l'article L. 331-2 du code de l'urbanisme par l'article 109 de la loi de finance 2022 qui instaurait l'obligation de reversement à la communauté de communes d'une partie de la taxe « *...compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences...* » ;

Attendu que la Loi de finances rectificative pour 2022 (Loi n°2022-149 du 1^{er} décembre 2022) est revenue sur l'obligation de partage de tout ou partie de la taxe d'aménagement perçue par les communes avec leur intercommunalité, rendant ce reversement facultatif ;

Il avait été décidé lors du Conseil communautaire du 1^{er} décembre 2022 que la part de taxe d'aménagement reversée au profit de la communauté de communes soit de 0% pour 2023 et de créer une commission temporaire de travail composée de 4 élus afin de bien appréhender le contexte et les enjeux, d'échanger avec les communes concernées et d'élaborer enfin une proposition qui puisse être acceptable pour les communes et conforme à la loi.

Au regard de l'évolution des textes réglementaires, il est à nouveau possible pour les communes de conserver l'intégralité de la taxe d'aménagement ; ce qui rend caduque la délibération susvisée.

Après avoir écouté cet exposé et délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité décide :

- de rapporter la délibération n°2022-10-23 du 1^{er} décembre 2022 prévoyant les modalités de reversement de la taxe d'aménagement perçue par les communes ;

AR Prefecture

063-200070761-20230202-2023_02_02_5-DE

Reçu le 06/02/2023

de dire que les communes pourront continuer à percevoir l'intégralité de la taxe d'aménagement instituée sur leur territoire.

- de charger M. le Président de toutes les démarches utiles à l'exécution de la présente délibération.

Pour extrait conforme,

Le Président,
Daniel FORESTIER



Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe qu'en application des dispositions de l'article L.2131-1 du CGCT et de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours, devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage, ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat.

Publiée le